

L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

UN CERTAIN ARTICLE 8

Il ne s'agit pas de faire un bilan complet du Communisme depuis 43 ans, depuis cette Révolution d'Octobre saluée par les travailleurs du monde entier comme le début d'une ère nouvelle. Analyses après analyses ont montré la dégénérescence du régime soviétique et l'essor de la caste bureaucratique. La trahison des clercs staliniens ne permit pas seulement cette monstrueuse déformation de l'univers créé par les premiers bolcheviks, elle précipita dans les griffes de la bourgeoisie et des fascismes les meilleurs combattants révolutionnaires de Chine, d'Espagne, de Grèce, de tous les partis révolutionnaires que l'exemple d'Octobre avait suscité. Dans cette grande compétition pour la destruction des mouvements ouvriers, le P.C.F. ne devait pas se montrer le moins zélé.

Quarante années de compromis, de lâchetés, de soumission à la direction stalinienne, de sabotage systématique de toute velléité révolutionnaire en France et dans l'« Empire colonial français », ont permis à Thorez cette installation sordide au sein du régime bourgeois et la création d'un parti dont le rôle essentiel consiste à contrebalancer sur le plan national toute idée de levée populaire. Un jeu d'alliance et de « reculades », depuis 1936 jusqu'à la montée de la Révolution algérienne en 1954, placent la « lutte » du P.C.F. parmi les plus nocives entreprises de démolition de la volonté révolutionnaire du prolétariat. Mais aujourd'hui, à 43 ans de la montée bolchevique, nous pouvons mesurer le chemin parcouru.

L'idée, la notion même d'internationalisme, cette base première du communisme, semble réduite à néant. Et face à la plus grande guerre coloniale entreprise depuis la libération de la Chine, il importe de rappeler à ce « Parti Communiste » qui dort dans les plis du drapeau tricolore, quelques formes élémentaires de la lutte révolutionnaire — non pour sa direction s'entend, mais pour ses militants ouvriers, pour ceux-là même qui croient mener une action conforme aux enseignements des bolcheviks et ne font que consolider la clique thorezienne dans la trahison.

Trois ans après la Révolution d'Octobre, le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste établissait les conditions d'appartenance à la Troisième Internationale, conditions primordiales, minima, sans lesquelles aucun parti ne peut se justifier de l'étiquette révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un dogme, il ne s'agit pas de conditions particulières aux années vingt, mais d'une structure pratique de l'organisation de combat du prolétariat en vue de hâter la prise du pouvoir.

LE P.C.F. NE POURRAIT ETRE ADMIS A L'I.C.

Ces conditions impliquaient le refus des compromissions chères à la 2^e Internationale et l'idée que toute lutte révolutionnaire dans un pays donné concernait directement tout le mouvement révolutionnaire.

C'était évidemment définir de manière peu stalinienne les notions de Nation et de Socialisme à l'échelle mondiale. On comprend dès lors le silence, l'oubli providentiel qui entoure les premiers congrès de l'I.C.

Tout y est compromettant pour les bureaucrates du compromis. Et ce point 8 plus précisément, ce point 8 des conditions d'adhésion à l'I.C. qui précisait que « dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette... ont pour devoir de dévoiler impitoyablement les « prouesses » de « leurs » impérialistes aux colonies, de soutenir non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonialistes de la métropole, de nourrir au sein des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies... d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ».

En vérité, aucun parti communiste actuel ne serait admis à l'Internationale.

Et si nous considérons ce point 8, nous constatons que non seulement aucun travail conforme aux prescriptions de l'I.C. n'a été effectué par le P.C.F. depuis le début de la guerre d'Algérie, mais qu'encre ce parti, dans son désir forcené de légalité, d'honorabilité, « d'équilibre démocratique » a tout fait pour détruire l'opposition à la guerre d'Algérie.

Tout se passe comme si le mot « masse » était devenu synonyme de « poids mort » pour les dirigeants du P.C.F. S'agit-il du travail dans l'armée ? Que constatons-nous ? En premier lieu, le sabotage du mouvement des rappelés au début de la Révolution algérienne. Puis la non-organisation des militants à l'intérieur de l'armée, la condamnation ex-cathedra de tous les mouvements de jeunes qui cherchent une solution révolutionnaire au problème de la guerre coloniale. S'agit-il du soutien de la Révolution algérienne ? Les massacres du Constantinois, en 1945, alors que les staliniens de Thorez étaient au gouvernement, apportent une belle preuve de solidarité révolutionnaire !

Joignons-y le vote des pouvoirs spéciaux au social-traître Mollet, le soutien de la politique gaulliste d'auto-détermination, le sabotage des manifestations du 27 octobre 1960, et nous aurons un tableau succinct, mais éloquent, de l'activité militante du P.C.F. sur le plan de la lutte anticolonialiste...

Alors que la révolution coloniale domine sur le front de la lutte anti-impérialiste, alors que l'exemple chinois stimule dans le monde les mouvements d'émancipation, l'aberration de la politique du P.C.F. apparaît en pleine lumière. Les soi-disants « intérêts nationaux », les liens paternalistes prônés pour une union « libre » entre l'Algérie et la France, démontrent une fois de plus le caractère petit-bourgeois et chauvin d'une politique qui n'a de communiste que le nom.

Les thèses sur la question coloniale présentées au 2^e Congrès de l'I.C. notaient déjà que : « Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national... ».

Peut-on donner une meilleure définition de la politique du P.C.F. ?

M. LAUVIN.